

Sanctions américaines : "Pas de quoi paniquer" estime Bujumbura

RFI, 01-11-2015 Au Burundi, le retrait de l'Agoa n'effraie pas les autorités. Les autorités burundaises restent sereines après la décision américaine de retirer Bujumbura du programme Agoa (Africa Growth and Opportunity Act), à partir de janvier 2016. A cette date les produits burundais ne bénéficieront plus des avantages octroyés par Washington pour leur entrée sur le territoire américain. Les membres de l'opposition, quant à eux, sont plus inquiets.

L'ambassadeur burundais aux Etats-Unis, Ernest Ndashyamba, estime qu'il n'y a pas de quoi paniquer, car les échanges commerciaux entre les deux pays sont nuls, selon lui. Par ailleurs, l'ambassadeur rappelle que les relations diplomatiques ne sont pas rompues et que le Burundi continue à travailler pour dissiper ce qu'il appelle des « incompréhensions ». « Sur le plan politique, bien évidemment, il y a certaines incompréhensions entre le gouvernement du Burundi et les Etats-Unis concernant le processus électoral, reconnaît le diplomate. Mais c'est le peuple burundais qui est souverain, le peuple burundais est allé aux urnes. Nous faisons les élections, non pas pour nos partenaires, mais nous faisons les élections d'abord, et avant tout, pour ne pas dire seulement, pour nous-mêmes, pour le peuple burundais. Ces incompréhensions que je note ne signifient pas que les relations entre le Burundi et les Etats-Unis sont totalement en danger ! Il y a des rencontres à divers niveaux, des contacts que je fais moi-même au département d'Etat, au Congrès américain. Et donc tous ces contacts multiformes travaillent pour que le climat de compréhension puisse être levé. » L'opposition s'inquiète de cette décision. Le président américain Barack Obama a justifié sa décision par les assassinats, les détentions arbitraires et les cas de torture qui ont eu lieu durant la campagne électorale ayant abouti à la réélection de Pierre Nkurunziza. Du côté de l'opposition, on juge la situation plus inquiétante et moins symbolique, comme l'explique Jean Minani, le coordinateur du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration d'un Etat de droit au Burundi (Cnared), la nouvelle plateforme contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. « Si Pierre Nkurunziza avait un cœur pour son pays, il devrait comprendre que cette décision est une décision très grave. Nous sommes un pays qui doit évoluer, qui doit chercher à s'intégrer économiquement dans toutes les facilités que le monde nous donne, y compris celle-ci. Ce n'est pas si symbolique que cela. Il y a des hommes d'affaires qui étaient d'accidés à faire des industries, à faire des entreprises pour profiter de cette opportunité. Ceux-ci sont contents et tous les contents qui s'alignent contre Nkurunziza produiront des conséquences contre le gouvernement », explique Jean Minani.